



**HAL**  
open science

# Adaptation ou réaction locale vis-à-vis de l'administration espagnole au Maroc dans le premier tiers du XXe siècle

Marie-Catherine Talvikki Chanfreau

► **To cite this version:**

Marie-Catherine Talvikki Chanfreau. Adaptation ou réaction locale vis-à-vis de l'administration espagnole au Maroc dans le premier tiers du XXe siècle. Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain. Cahiers du MIMMOC, 2013, Cultures coloniales et postcoloniales et décolonisation, 10-2013, 10.4000/mimmoc.1372 . hal-02046036

**HAL Id: hal-02046036**

**<https://hal.science/hal-02046036>**

Submitted on 3 Jun 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

---

## Adaptation ou réaction locale vis-à-vis de l'administration espagnole au Maroc dans le premier tiers du XXe siècle

Marie-Catherine Talvikki Chanfreau

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/mimmoc/1372>

DOI : 10.4000/mimmoc.1372

ISSN : 1951-6789

### Éditeur

Université de Poitiers

### Référence électronique

Marie-Catherine Talvikki Chanfreau, « Adaptation ou réaction locale vis-à-vis de l'administration espagnole au Maroc dans le premier tiers du XXe siècle », *Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain* [En ligne], 10 | 2013, mis en ligne le 04 septembre 2013, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/mimmoc/1372> ; DOI : 10.4000/mimmoc.1372

---

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.



Mémoire(s), identité(s), marginalité(s) dans le monde occidental contemporain – Cahiers du MIMMOC est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

---

# Adaptation ou réaction locale vis-à-vis de l'administration espagnole au Maroc dans le premier tiers du XXe siècle

Marie-Catherine Talvikki Chanfreau

---

## Introduction

- 1 Hormis ses îlots d'Alboran, ses cinq présides maghrébins du Peñón, de Vélez, de la Gomera, d'Al Hoceima, de Ceuta, des trois îles Zaffarines et de Melilla, l'Espagne administra d'autres territoires nord-africains pendant environ un siècle. Bien que soutenant la piraterie, le sultan Abd Ar-Rahman Ibn Hisham n'arrivait pas à empêcher les tribus kabyles d'attaquer Melilla. Les Maures venant de rompre à Ceuta une borne frontalière où était gravé l'écusson espagnol, l'Espagne déclara, le 22 octobre 1859, la guerre au Maroc. Ratifié par Mulay Muhammed IV ibn Abderrahman, le Traité de Paix du 26 avril 1860 n'envisagea que la démarcation de limites et la construction de fortifications. Puis, à la demande de Moulay Hassan I — qui, en s'endettant pour tenter de moderniser son empire, avait provoqué des révoltes antifiscales — le Gouvernement espagnol réunit, de juin au 3 juillet 1880, à la Conférence de Madrid, entre autres, des représentants du sultan pour débattre des impôts marocains. Ainsi l'Espagne revendiqua-t-elle, à la Conférence de Berlin de décembre 1884, le protectorat de la zone méridionale de la rivière Drâa, dite Cap Juby, comme les colonies de Saguia el Hamra et du Río de Oro au Sahara Occidental, où elle envoya sa première garnison en 1885. Après avoir organisé une expédition à Adran Tamar, la Société Géographique Espagnole obtint du sultan la reconnaissance de la souveraineté hispanique sur le Río de Oro, et des accords avec des chefs locaux permirent le début de la colonisation en 1886.
- 2 Avant de signer la déclaration du 21 mars 1899 avec la France, la Grande-Bretagne insista pour que la côte septentrionale du Maroc devînt espagnole, afin d'empêcher que les

Français ne s'installaient à Tanger et sur le littoral marocain, mais le Traité de Paris du 27 juin 1900 réduisit de moitié la colonie hispanique du Sahara. Suite à la visite de l'empereur d'Allemagne Frédéric Guillaume Victor Albert de Hohenzollern à Tanger le 31 mars 1905, les émissaires du sultan s'entretinrent le 16 janvier 1906 à la Conférence d'Algésiras avec ceux de douze puissances occidentales, dont les États-Unis d'Amérique du Nord ou la Russie, qui reconnurent que, tout en se surveillant mutuellement, les Français et les Espagnols bénéficieraient d'avantages en matière de banque, d'équilibrage des intérêts économiques, partage des infiltrations dans les administrations de douanes, de ports, d'armée et d'impôts directs. Le 7 avril 1906 fut signé l'Acte garantissant l'indépendance du souverain et l'intégrité du Maroc, dont le maintien de l'ordre policier fut à la charge de la France et de l'Espagne, quoique ces deux pays agirent séparément, sous contrôle d'autres puissances. En dépit des réticences allemandes, Édouard VII d'Angleterre garantit à son neveu par alliance, Alphonse XIII d'Espagne, son soutien à une politique de statu quo par le Pacte de Carthagène du 8 au 9 avril 1907.

- 3 Par conséquent, responsable également du protectorat septentrional, l'Espagne contribua par sa culture, son éducation et sa langue, à la circulation d'idées parmi les autochtones Or, rurales ou urbaines, les catégories sociales contrôlées se rebellèrent plutôt qu'elles ne s'accommodèrent bon gré mal gré de cette forme de sujétion qui leur confisquait la gestion diplomatique, commerciale et stratégique. Très hiérarchisées du sultanat à l'esclavage — subsistant malgré son abolition en 1922<sup>1</sup>— elles interagirent en un constant rapport de force avec les gouvernants et militaires hispaniques chargés du maintien de l'ordre pour le compte de l'impérialisme occidental. Celui-ci était déjà combattu par l'Internationale socialiste qui condamna le principe même du colonialisme au Congrès de Stuttgart du 18 au 24 août 1907, en appelant les travailleurs espagnols et français à s'opposer à la pénétration au Maghreb. Or le consensus était aussi absent en Europe qu'au Maroc où, dans l'agrégat de fiefs et communautés que constituait l'empire chérifien, le Bled es-Siba désignait le pays aux récurrents conflits intra et intertribaux. Barricadés dans des fermes isolées et armés en raison des luttes intestines, pillages, guerres d'extermination entre clans rivaux, les Berbères — fonctionnant par une multitude d'alliances politiques entre assemblées de confédérations — n'obéissaient guère au pouvoir centralisé du Bled el Magzen, pays de la Cour, sur lequel le sultan exerçait un pouvoir absolu temporel et spirituel. Choisisant annuellement un chef, leurs représentants ne reconnaissaient volontiers que l'autorité spirituelle du sultan, dont la pression fiscale ne parvenait à s'imposer que par intermittence. Ainsi le sultan Muley Abd el Aziz IV ordonna-t-il, en 1895, au pacha Bouchta el Baghdadi de s'installer à Snada pour châtier la tribu pirate des Bocoya, leur faire payer l'impôt, et il fit régner l'ordre avec des chefs de bande et des marabouts jusqu'en 1902.
- 4 En effet, la religion, seul facteur d'entente, parvenait à unir les Rifains dans leurs incessantes agressions contre les Infidèles hispaniques, qui étendirent néanmoins leur présence hors de leurs présides. Les escarmouches des Rifains contre l'Armée espagnole dégénérèrent le 3 octobre 1893 en guerre. Comme du 27 au 28 octobre 1893 les Rifains avaient attaqué la garnison du fort espagnol de Cabrerizas Altas faisant plus de 30 blessés et 18 tués, dont le gouverneur de Melilla en personne, le Gouvernement envoya, le 29 octobre 1893, l'Armée, dont la victoire obligea le Grand Vizir et régent Ahmed ben Moussa à s'engager par le Traité de Marrakech du 5 mars 1894, à verser 20 millions de pesetas d'indemnisations, qu'il ne paya pourtant jamais. Or l'exemple de la Nahda, des Jeunes-Ottomans, des Jeunes-Turcs, du kémalisme et de la Grande révolte arabe

n'encouragèrent-ils pas les sujets d'un Commandeur des Croyants, de plus en plus affaibli, à délaïsser la guerre sainte au profit d'une instructive fréquentation des Péninsulaires mécréants ?

- 5 Cette étude se propose donc d'entrevoir comment quelques figures de l'élite autochtone, s'étant approprié du savoir technique, martial, juridique et médiatique transmis par l'exemple et l'enseignement ibériques, ne se contentèrent guère de promotions ou de l'accès au système de santé de la puissance protectrice, mais, se servant des rivalités entre nations colonisatrices exacerbées dans le premier tiers du XXe siècle, réclamèrent une transformation politique.

### Inconfortable adaptation des élites au protectorat hispanique

- 6 Muley Abd el Aziz décréta la suppression de l'impôt coranique. Prétendant être le prince Muley Mohamed, son frère aîné, l'usurpateur Jilali ben Driss Zirhouni Al-Youssefi, dit Rogui Bou Hmara (« celui qui possède une ânesse »), ne s'en prit guère à l'Espagne, mais sous un prétexte confessionnel, se souleva en novembre 1902 contre le sultan qu'il accusait de vendre l'Empire Chérifien aux Infidèles. Soutenu par des contrebandiers internationaux très armés, il parvint à contrôler le Nord-Est du Maroc où, néanmoins, l'exploitation des minerais de fer, de zinc et de plomb argentifère, transportables par le rail jusqu'à la Méditerranée, débuta lorsque l'accord franco-anglais du 6 octobre 1903 confia la côte marocaine aux Espagnols. Intéressées par les horizons que les Péninsulaires leur ouvraient, certaines familles dépourvues d'attaches maraboutique ou chérifienne, — comme celle des Aït Boudra, faction de la plus belliqueuse tribu rifaine, l'Aït Ouriaghel — envisagèrent d'accroître leur influence en profitant plutôt de l'accès aux savoirs, techniques et biens que les Espagnols offraient localement par leurs formations éducatives, fonctions militaires, charges administratives, pensions mensuelles ou par des bourses d'études en métropole.
- 7 Neveu de Si Zian — gouverneur de l'Aït Ouriaghel — et frère de Mohamed al Manfushi — instituteur des enfants de Moulay Hassan Ier — le chef de clan sidi Abd El-Karim était loyal aux sultans successifs — qui le confirmèrent dans sa fonction de juge islamique rural d'Ajdir en 1879 et 1894 — mais stratégiquement pro-péninsulaire. Ainsi fréquenta-t-il l'arabisant Francisco Marín Guerrero qui l'incita à faire bénéficier de l'enseignement hispanique son cadet Mahamed, comme son aîné Mohamed Ben Abd El-Krim El Khattabi (patronyme arabe pour se faire passer pour le descendant du calife Omar El Khettab) El Ourriaghli, El-Rifi<sup>2</sup>. Interprète du Gouvernement et du Commandement Général dès ses quinze ans, en 1878, et professeur dans la première académie d'arabe ouverte à Melilla en 1880, Marín s'entretint également de politique étrangère avec Sidi Abd El-Karim, qui devint l'interlocuteur de prospecteurs miniers européens. Avant de bénéficier de 75 pesetas par mois et de navettes gratuites de la part de l'administration péninsulaire, sidi Abd El-Karim fut autorisé le 18 février 1905 — en tant qu'administrateur de la douane marocaine de Mazuza, installée près de la frontière avec le préside espagnol — à circuler en armes sans être arrêté ni fouillé par les soldats ou la Guardia Civil. Il recommanda son frère Abd el Selam comme secrétaire du commandant de la base militaire d'Al Hoceima en 1906, et le sultan le nomma juge de l'Aït Ouriaghel le 15 décembre 1906, puis son intermédiaire de confiance entre celle-ci et lui le 6 février 1907. Son fils aîné Mohamed Ben Abd El-Krim fut engagé comme maître de l'école indigène à Melilla où il demeurait, rue García Cabrelles. Il y enseigna à Mohamed ben Mizzian — fils du chérif Mohamed

Ameziane El Mizzian, de la tribu d'Aït Bouifrou — et devint rédacteur du supplément en arabe du journal *Telegrama del Rif*.

- 8 Après avoir cédé pour 99 ans en faveur de la France, des concessions minières, en 1904, le Rogui en vendit le 9 juillet 1907 à des Péninsulaires, tels que le marquis de Comillas — propriétaire des Compagnies Constructrice Navale, Transatlantique Espagnole, Générale des Tabacs des Philippines, des Chemins de Fer du Nord de l'Espagne, Houillère Espagnole, ainsi que des Banques López Bru et Compagnie d'Assurances Vitalicio —, ou le comte de Güell et de Ruiseñada — président de la Banque Hispano-Coloniale, des Compagnies Transatlantique Espagnole, de Ciments Portland Asland — qui venait de constituer le 7 juillet 1907, avec ses associés, le Syndicat Espagnol de Mines du Rif, où il combattit en 1912 et négociera pour l'entrée des troupes espagnoles à Tétouan. Liés par des alliances matrimoniales, des familiers de la Couronne dont les parents avaient amassé des fortunes à Cuba, fondèrent, le 21 juillet 1908, la Société Espagnole de Mines du Rif, car ses capitaux étaient détenus par des responsables politiques à même d'envoyer l'Armée défendre leurs intérêts privés. Or les ventes du Rogui à Beni Bouifrou irritèrent Ameziane dont c'était le territoire tribal. Ce gouverneur des Beni Bu Gafa prêcha la guerre sainte contre le Rogui, pourchassé dès le 29 janvier 1908 par l'Aït Ouriaghel, qui attaqua ensuite les ouvriers ibériques employés à la construction de la voie ferrée de 28 km devant relier les mines de l'Uixan au port de Melilla. Le général en chef de Melilla réagit le 9 juillet 1909, mais le 27 juillet 1909 le Désastre du Barranco del Lobo du Mont Gurugú coûta à l'Armée 600 blessés et 1.000 morts, dont le général Guillermo Pintos Ledesma. Or le sultan fut détrôné le 28 juillet 1909 par son frère Moulay Abd al-Hafid, qui confirma sidi Abd El-Karim dans ses attributions et restitua le titre de pacha de Tanger à Sidi Mohamed ben Abdallah el-Raisuni, car ce chérif du pays Jebala, incluant la ville de Chaouen, lui avait également prêté allégeance. Finalement, le 8 août 1909 l'Aït Ouriaghel séquestra le Rogui, qui, avec 400 de ses esclaves, femmes et fidèles, fut capturé le 21 août 1909 et supplicié à Fez sur ordre du nouveau sultan. Les résidents étrangers s'indignèrent aussi le 2 septembre 1909 de l'atroce mise à mort de l'usurpateur, dont certaines tribus kabyles avaient embrassé la cause, ce qui envenima la guerre civile entre les Rifains.
- 9 Quoique le Gouvernement espagnol eût cru opportun de poursuivre le tracé ferroviaire depuis août 1909, les chantiers furent suspendus par ces hostilités kabyles à partir d'octobre 1909. Par conséquent les officiers recrutèrent des goums, idalas, rebaas, harkas, unités provisoires de mercenaires indigènes commandées par leurs propres chefs ou par des sous-officiers espagnols, dissoutes dès l'achèvement de l'action martiale ponctuelle. Ainsi le colonel Manuel Fernández Silvestre y Pantiga prit-il des cours d'arabe auprès de Mohamed Ben Abd El-Krim. Afin de relever le défi de sa responsabilité dans le protectorat, l'Espagne créa également sa Police Indigène, conclut des pactes avec les chefs locaux et déclara la guerre aux Rifains assassins des cheminots ibériques sans défense. Alors que ce conflit se soldait par 2.235 pertes péninsulaires, dont 358 tués le 13 décembre 1909, Mohamed Ben Abd El-Krim demanda à maintes reprises la nationalité espagnole en 1910. Il se vit proposer le poste de juriste musulman du Bureau indigène de Melilla, tandis que son frère Mahamed passait le 30 décembre 1910 l'examen d'entrée à l'École Normale d'Instituteurs de Malaga. Parmi 92 camarades de promotion — et accompagné de son ami Haddou Ben Mohatar, de treize ans, de la tribu Frajana — il réussit avec mentions très bien en dessin, passable en gymnastique, la première formation de cours élémentaire qui, entre autres matières en 1911, comprenait la religion et l'histoire sainte catholiques.

- 10 Cette avantageuse hispanophilie provoqua l'ire des kabyles d'Aït Ouriaghel qui saccagèrent les propriétés et incendièrent en décembre 1911 les demeures de sidi Abd El-Karim, de ses fils et de ses frères dont les familles furent mises à l'abri à Tétouan par les autorités espagnoles. S'estimant au-dessus de ce genre d'intimidation, Ameziane avait assisté le 11 janvier 1911 à la visite du roi d'Espagne à l'école indigène de Melilla, au cours de laquelle Mohamed Ben Abd El-Krim avait présenté son disciple Mohamed ben Mizzian. Interrogé, l'élève avait déclaré souhaiter devenir capitaine au souverain qui avait alors promis à son père de veiller à ce qu'il fût admis dans une académie militaire de la métropole. Des compétences d'officier pouvaient en effet s'avérer utiles dans le Rif où, suite à une insurrection contre le sultan, les Péninsulaires reprirent Alcazarquivir le 5 juin 1911, au prix de la mort d'un nombre de plus en plus élevé d'appelés. Le 8 juin 1911, les Espagnols récupérèrent aussi — puisqu'ils en avaient été les maîtres 220 ans auparavant — Larache, d'où ils n'échappèrent aux tribus hostiles que grâce aux négociations de Silvestre avec le Raisuni le 13 juin 1911. Créé en conséquence par l'ordre royal du 30 juin 1911, le Groupe des Forces Régulières Indigènes de Melilla combattit à l'avant-garde de tout terrain. Il était organisé en un bataillon ou tabor d'infanterie de quatre compagnies et d'un escadron de cavalerie, soumis au même règlement que la Milice Volontaire de Ceuta, également constituée d'indigènes. Le lieutenant-colonel de cavalerie Dámaso Berenguer y Fusté comte de Xauén en obtint le commandement le 24 juillet 1911, et le Gouvernement valorisa la coopération. Ainsi, tandis que les négociations hispano-françaises confiaient à l'Espagne le protectorat du Cap Juby en mars 1912, Mohamed Ben Abd El-Krim fut nommé, au titre d'une « parfaite loyauté », Chevalier de l'Ordre Royal d'Isabelle la Catholique et décoré de la Croix blanche du Mérite militaire de Première Classe récompensant ses travaux, actions, faits distingués accomplis lors de missions de Défense et services à l'Armée de Terre. Son père, feignant d'exprimer aux autorités son soulagement de savoir mort le rebelle Ameziane, sollicita à son tour à plusieurs reprises la nationalité espagnole, d'autant que son cadet avait obtenu le diplôme d'instituteur de cours élémentaire après avoir réussi en Andalousie à la session de rattrapage la seconde formation à l'École Normale du 17 au 19 juin 1912. Suite à ses réclamations d'août 1912, sidi Abd El-Karim toucha 10.000 pesetas pour le dédommager de ses pertes patrimoniales à Ajdir et l'exceptionnelle rente de 250 pesetas mensuelles.
- 11 Sur les instances du Résident général Louis Hubert Gonzalve Lyautey le 5 août 1912, Moulay Abd al-Hafid abdiqua le 13 août 1912 pour raisons de santé en faveur de son jeune frère Moulay Youssef ben Hassan. Contestant cette succession dès le 14 août 1912, Ahmed al-Hiba (« la cigogne ») — soudoyé, excité et ravitaillé par l'Allemagne — se fit proclamer sultan à Marrakech, tandis que Silvestre réunissait des troupes à Larache le 17 août 1912, s'alliait avec le Raisuni<sup>3</sup>, récupérant ainsi le port d'Assilah d'où ils délogèrent un détachement français qui y installait une ligne télégraphique. Puis, afin de déléguer aux Péninsulaires leurs droits et devoirs protecteurs sur la zone Nord, les autorités françaises firent signer le 27 novembre 1912 un sous-protectorat considéré cependant illégitime par les Rifains, car non directement établi avec Moulay Youssef qui demanda au Président du Conseil espagnol que certains points fussent rediscutés. Ainsi les autorités hispaniques négocièrent avec les notables des deux bases de son protectorat : sidi Abd El-Karim de l'Aït Ouriaghel, et le Raisuni, pacha de Tanger, pensant pouvoir lui faire confiance. Or, choqués par ses agissements de pirate, voleur de bétail et chasseur de rançons, les Espagnols prièrent le sultan de le démettre de ses fonctions. Rancunier, le Raisuni partit dans les montagnes en 1913 avant de revenir à Tanger où il s'entretint avec Silvestre qui

— après en avoir reçu l'ordre — libéra sa famille. Il retourna nonobstant dans les montagnes soulever des tribus kabyles contre les troupes espagnoles à Larache, ce qui déclencha une guerre. Elle fut dénoncée du premier mai 1913 au premier mai 1922, depuis la métropole, suivant la pensée de la direction du Parti Socialiste, quoique sans anticolonialisme, par les pétitions des travailleurs condamnant le sang versé pour les intérêts de compagnies privées. Le projet de débarquement à Al Hoceima fut envisagé lorsqu'échouée en raison de l'épais brouillard matinal du 11 juin 1913 dans la crique de Bousicou, la canonnière Général Concha, chargée d'éradiquer la piraterie et la contrebande d'armes, fut attaquée. Pour s'emparer d'un canon, huit fusils, de munitions, d'uniformes, d'argent et obtenir 250.000 pesetas de rançon, les Bocoya et Aït Ouriaghel tuèrent le commandant et seize marins, en blessèrent dix-huit et capturèrent treize, dont un succomba. Quand des troupes de renfort arrivèrent à Tétouan pour mener à bien des opérations militaires sur Beni Madan et Samsa, le Raisuni appela le Rif à s'insurger tout en sollicitant la protection teutonne. Concentrés au Souk de Bou Ermana, dans le secteur de Melilla, des rebelles essayèrent de tirer des boulets de canon sur des positions proches du Kert. Lorsqu'à leur seconde tentative de bombardement, les Espagnols ripostèrent en occupant Ifrit Aïxa, les insurgés en menacèrent les présides d'Al-Hoceima et de Vélez de la Gomera, où tout commerce indigène fut alors interdit et tous les versements mensuels de pension aux autochtones suspendus par le général Francisco Gómez-Jordana Sousa.

- 12 Parallèlement, la répression de la révolte du Raisuni donna l'occasion à sidi Abd el-Karim de se distinguer pour ses faits d'armes, actions courageuses, capacités directives, services efficaces. Décoré de la Croix rouge du Mérite militaire avec versement de pension, il consentit à regagner sa tribu mais sollicita une admission à l'académie militaire d'ingénieurs des mines pour son cadet puisque même Mohamed ben Mizzian, pourtant orphelin du rebelle Ameziane, venait d'être accepté à l'Académie d'Infanterie de Tolède, dont Alphonse XIII avait fait modifier le règlement qui en restreignait l'accès aux seuls catholiques. De surcroît, son aîné— en plus d'obtenir comme lui la Croix Rouge du Mérite militaire avec versement de pension — reçut une seconde Croix blanche du Mérite militaire de Première Classe et la médaille d'Afrique en récompense de grands services prêtés au développement de l'action martiale et civile dans les territoires africains sous administration hispanique. Proposé puis nommé juge islamique du Bureau Central des Affaires Indigènes de Melilla, Mohamed Ben Abd El-Krim prit contact avec l'entreprise hollandaise W. Müller & C°, créée en 1910, et la basque Setólazar, fondée le 9 juin 1913, qui exploitaient le fer de Beni Touzin et de son territoire tribal de Beni Ouriaghel. Nommé juge islamique à Frajana en 1914, Mohamed Ben Abd El-Krim endormit l'hispanophobie des notables kabyles en leur faisant distribuer des rentes par l'administration ibérique, tandis que son frère cadet poursuivait ses études aux frais du Gouvernement espagnol, loin des embuscades provoquées par le Raisuni qui se proclama sultan dans les montagnes. Silvestre prépara alors une opération punitive contre lui à Ahl Sherif, qui se solda par l'occupation de Kessiva et Moulay Bou Selham. Tandis qu'en métropole la CNT était à nouveau légalisée, l'État préféra déclarer le 28 juillet 1914 sa neutralité dans la Grande Guerre, d'autant que le nombre de déserteurs atteignit 22% dû à l'injustice du recrutement continuant à pénaliser la masse des plus défavorisés. Suppléant au manque de modernisation des unités militaires et de leur armement, l'ordre royal du 30 juillet 1914 institua quatre Groupes de Forces Régulières Indigènes, chacun formé de deux tabors d'Infanterie de trois Compagnies, et d'un tabor de Cavalerie de trois Escadrons, et ainsi renforcée, l'Armée africaniste participera aux répressions du 13 août 1917 au 20 septembre 1917 dans les Asturies. Cependant, au Maroc Jordana pria sidi Abd el-Karim de



convaincre les Beni Bou Yahi de ne pas se rallier au soulèvement du Raisuni le 17 septembre 1914 et lui en su gré le 22 décembre 1914.

- 13 Or, pour les autochtones du protectorat, les échanges avec les Espagnols les plongeaient dans un conflit de loyauté vis-à-vis de leurs traditions religieuses, et quand bien même leur hispanophilie n'était que simulée, elle leur attirait des représailles de la part des musulmans qui la considéraient comme une trahison. Ainsi le bouleversement mondial de la Grande Guerre leur permit-elle d'opérer un revirement.

### Réaction anti-péninsulaire matée par la pacification du Rif

- 14 Ayant intrigué en vain depuis une vingtaine d'années auprès des sultans afin de créer au Maroc un climat favorable à leur Empire, les Allemands manœuvrèrent dans le protectorat septentrional pour soulever les Marocains contre la France dans le but de l'affaiblir avec un front supplémentaire dès la déflagration du Premier Conflit Mondial le premier août 1914. Profitant de la neutralité de l'Espagne et forts de leur allié turc depuis le premier novembre 1914, ils excitèrent le panislamisme dans le Rif auprès du Raisuni par le biais de leurs espions. Certains d'entre eux se présentaient comme commerçants, tels que l'organisateur d'activités subversives au protectorat septentrional Carl Mannesmann et ses cinq frères — Reinhard, qui séjourna au Maroc de 1906 au premier août 1914 ; Max ; Alfred ; Robert, qui mourut à Casablanca ; Otto —, ou deux horlogers décorés de la Croix de fer de 2e classe en tant qu'agents : Pablo Rettschlag — demeurant de 1907 à juillet 1918 près de chez Mohamed Ben Abd El-Krim, rue Margallo, à Melilla — et Georg Coppel-Gerlach — en liaison avec Abd-el-Malek à Melilla, où il était venu en 1915 et d'où il fut expulsé en novembre 1916 —, ou encore Albert Bartels, alias Si Hermann<sup>4</sup>, décoré de la Croix de fer car, depuis février 1903 au Maroc, il participa en 1905 à la visite de son empereur à Tanger, en octobre 1915 à l'insurrection amorcée dans le Rif le 15 mars 1915 par Abd-el-Malek, fils d'Abd-el-Kader et ex-général ottoman devenu — pour le compte de la France qui lui versait 5.000 francs de pension annuelle — commandant du tabor chérifien de Tanger. Cet émir rebelle, dont la base d'opération était Melilla, avait soulevé des tribus en faveur d'Abd-el-Aziz, réfugié à Tanger. En 1919, Si Hermann expédia, depuis l'Espagne, du ravitaillement aux rebelles rifains. Enfin — demeurant, depuis 1908, rue García Cabrelles, à Melilla — Franz Far, alias Elmer B. Lane, proposa plus de 30.000 pesetas et des armes pour combattre la France à son voisin Mohamed Ben Abd El-Krim qui envisagea d'engager 4.000 Rifains. Avec germanophilie et au nom de l'islam, la famille de sidi Abd el-Karim essaya de dresser également contre les Péninsulaires le gallophobe Abd-el-Malek qui assurait aux Rifains l'appui germanique, leur communiquant les appels d'Istamboul à la guerre sainte et leur fournissant de l'argent.
- 15 Tandis que, de juillet 1915 jusqu'en novembre 1918, l'Espagne tentait de venir à bout de l'insurrection du Raisuni par la diplomatie, les autorités de Melilla — alertées par Lyautey — essayèrent de faire cesser le trafic illicite de sidi Abd el-Karim en gardant en otage derrière les barreaux, du 7 septembre 1915 à début août 1916, son aîné qui avait avoué au juge sa résolution d'occuper le protectorat septentrional. Quoique réintégré dans ses fonctions en 1917, Mohamed Ben Abd El-Krim en démissionna en décembre 1918. Afin de rallier les tribus rivales sous la bannière de la guerre sainte, il se replia en janvier 1919 avec son père, son frère et son cousin, à Ajdir. Éliminant les opposants, il obligea les hispanophiles à verser 10.000 pesetas d'amende pour se constituer un trésor de guerre. Pendant que le Raisuni attaquait les convois d'approvisionnement militaire, Mahamed

Ben Abd El-Krim — promu, grâce aux connaissances stratégiques qu'il avait acquises en métropole, chef des troupes rebelles de son aîné — amena les Péninsulaires à commettre des erreurs administratives et tactiques. Puisque l'Armée espagnole ne cessait de réclamer des renforts pour le maintien de l'ordre au Maghreb, le capitaine général de Catalogne, Joaquín León Milans del Bosch y Carrió, ordonna, le 5 mars 1919, la mobilisation de tous les travailleurs de l'industrie électrique âgés de 21 à 38 ans. Deux jours plus tard, les cénétistes s'opposèrent à ce service militaire qui enchaînait pendant 18 ans les plus démunis à cette guerre marocaine. Comme la population espagnole qui en était meurtrie et appauvrie, ces cénétistes la considéraient étrangère aux intérêts de la Nation, mais ils furent emprisonnés dans la forteresse de Montjuich, et Barcelone occupée par l'Armée, dont les troupes au Maroc pacifièrent Ksar Seghir le 21 mars 1919. Or, suite à l'aggravation des hostilités rifaines du 28 janvier au 20 septembre 1920, la Légion étrangère française inspira la création du Tercio d'Étrangers. Selon le décret royal du 4 septembre 1920, le Tercio du Maroc, noyau de l'Armée espagnole d'Afrique, appelé Tercio, puis Légion, comprenait une unité de commandement, quatre banderas ou bataillons composés chacun d'une compagnie de commandement, d'une de mitrailleurs et de deux de fusilleurs. Ainsi les soulevés de Chaouen, fief du Raisuni, furent vaincus le 14 octobre 1920 par le général berbérophone Alberto Castro Girona.

- 16 Le Gouvernement paya des mercenaires pour poursuivre la campagne à laquelle participa avec zèle Mohamed ben Mizzian à la tête de troupes indigènes. Tazarut, capitale du Raisuni, fut encerclée le 29 juin 1921 malgré les pertes infligées par les guérillas rifaines à l'Armée en opération depuis le début du mois sous les ordres de Silvestre. Les lignes de ce Commandant Général de Melilla furent de plus en plus harcelées du 8 au 14 juillet 1921 sur ordre de Mohamed Ben Abd El-Krim qui fit prendre d'assaut des postes avancés dont Igueriben, le 16 juillet 1921. Après la défaite d'Anoual le 21 juillet 1921 qui coûta 10.265 victimes espagnoles, un renfort de 25.000 soldats débarqua de la Péninsule, mais le général Dámaso Berenguer autorisa la reddition du camp militaire de Mont-Arouit. Comme convenu selon les accords militaires entre les parties en lice, les Espagnols sortirent le 9 août 1921 de leur position et rendirent leurs armes aux assiégeants, les blessés et malades se rangeant à la porte du fort afin d'être évacués. Confiants et sans défense, ils furent alors tous égorgés et mutilés, certains pieds et mains liés, par les Rifains qui laissèrent leurs milliers de cadavres joncher le sol, hormis 60 officiers pouvant rapporter des rançons. Ainsi vainquirent les indépendantistes de Mohamed Ben Abd El-Krim, avec le concours de la police indigène et des tribus kabyles que les Péninsulaires croyaient être leurs alliées, mais qui retournèrent les armes contre eux. Ayant coûté la vie de 20.000 soldats sacrifiés à Sidi Driss, Igueriben, Anoual et Mont-Arouit, ce désastre — qui stoppa l'exploitation des mines de fer, de zinc et de plomb argentifère du Rif — causa un traumatisme comparable dans la métropole à celui provoqué dans l'Antiquité par le massacre de 20.000 Romains tués en trois jours à l'automne de l'an 9 et qui fit cesser l'exploitation du plomb de Germanie. En effet, comme Arminius — fils d'un chef chérusque, et bien qu'avec son frère élevés par Rome qui leur offrit commandements, décorations et citoyenneté — avait soulevé les tribus germaniques pour anéantir ces trois légions d'Empire à Teutobourg, les fils du chef de clan sidi Abd El-Karim — pourtant comblés par le protectorat hispanique de navettes gratuites, laissez-passer avec permis de port d'armes, éducation, formations en métropole, fonctions rémunérées, protection, décorations et rentes — surmontèrent les rivalités entre Berbères pour infliger l'hécatombe d'Anoual à l'Espagne. Renforcée cependant par les troupes des Forces Régulières Indigènes, l'Armée péninsulaire entreprit dès septembre 1921 la reconquête

des territoires perdus face à l'escalade meurtrière de Mohamed Ben Abd El-Krim, promu émir. Armé des 200 canons, 400 mitrailleuses, 25.000 fusils, 6.000 obus, des stocks de munitions, des centaines de camions et du matériel téléphonique pris aux Péninsulaires massacrés et pressé d'obtenir une réponse à sa demande de rançon pour la restitution d'otages, celui que ses fidèles proclamaient sultan instaura la charia qui abolit le droit coutumier berbère préislamique et prohiba le luxe, c'est-à-dire les réjouissances lors des noces, le thé et le tabac. Décrétant le 18 septembre 1921 l'Indépendance de l'État républicain des Tribus Confédérées du Rif dont il endossa la présidence, Mohamed Ben Abd El-Krim confia le Ministère des Finances à son oncle Abd el Selam.

- 17 Poursuivant l'action militaire dans la Jebala et le Rif, le Président du Conseil, préoccupé par le rapatriement d'effectifs, suspendit néanmoins la reprise de la baie d'Al-Hoceima, bastion de Mohamed Ben Abd El-Krim. En une démonstration de force, celui-ci bombarda depuis la côte l'îlot rocheux d'Al-Hoceima et le rocher de Vélez de la Gomera, coulant le navire à vapeur Juan de Juanes le 18 mars 1922. Pour consolider le protectorat, Dar Quebdani, où 950 Espagnols sans défense avaient été massacrés, fut repris le 8 avril 1922, puis Timayats trois jours après. Julio Ardanaz Crespo, commandant général de Melilla jusqu'en septembre 1922, réussit à pacifier la zone tribale de Beni Bu Yahy en occupant Afso le 27 avril 1922. Ces succès encouragèrent Berenguer à poursuivre la reconquête dans la zone occidentale pour vaincre le foyer rebelle de Beni Aros. Sans obtenir la soumission immédiate de la Jebala, la campagne de Larache avait nonobstant progressé par l'attaque de Miskrella le 18 avril 1922, l'occupation de Feddan-Yebel le 28 avril 1922 et Selalem, quoique la prise de Tazarut le 12 mai 1922 coûtât la vie au lieutenant-colonel Santiago González-Tablas y García Herreros, chef du Groupe de Forces Régulières Indigènes de Ceuta n°3. En effet, le Gouvernement ordonnait à l'Armée de rester en Afrique tout en refusant d'autoriser les opérations militaires qui auraient pacifié la zone, l'ordre royal du 29 mai 1922 n'organisant que le Groupe de Forces Régulières Indigènes n° 5 d'Al-Hoceima. Ainsi, les négociations d'août 1922 avec le Raisuni débouchèrent en septembre 1922 sur un accord : Tazarut lui serait rendue s'il promettait de s'abstenir de toute action politique et de garantir la soumission de Beni Aros, Beni-Saïd, Soumata et Beni Ysed. De même, le général en chef de l'Armée d'Afrique, Ricardo Burguete y Lana, Haut-Commissaire du Protectorat espagnol au Maroc, demanda le 21 septembre 1922 à Moulay Abd al-Hafid d'obtenir de Mohamed Ben Abd El-Krim la remise des otages péninsulaires, ce qui revenait à méconnaître autant l'ex-sultan et le chef rifain que les sentiments qu'ils se vouaient mutuellement. Cette démarche ayant donc échoué, l'Armée espagnole dut s'affirmer — en occupant la ligne allant de la localité de Midar à celle d'Afrau — face à Mohamed Ben Abd El-Krim secondé depuis le 28 août 1922 par un déserteur allemand de la Légion française, le renégat Joseph Klems, alias Haj Alleman, expert en fortifications et tranchées. Pour achever la campagne à Al-Hoceima, la récupération de Tizzi-Azza, le samedi 28 octobre 1922, devait servir de tremplin, car ce point de jonction des tribus de Tensaman et d'Aït Ouriaghel était la clef des positions espagnoles pour le Commandement de Melilla et les Rifains commettraient une nouvelle hécatombe s'ils parvenaient à en déloger les Péninsulaires. Le maintien de cette avancée depuis Tafersit s'avéra si difficile que des combats éclatèrent les premier et 2 novembre 1922, puis le 14 décembre 1922 pour protéger les convois de ravitaillement. Ministre des Affaires Étrangères du Gouvernement de Concentration Libérale depuis le 7 décembre 1922, Santiago Alba Bonifaz échoua à son tour pour le rachat des prisonniers lors de six négociations qui donnèrent l'avantage aux Rifains. En la personne de Dris ben Saïd, une Commission Civile du Ministère de la Guerre mena la négociation avec Mohamed Ben Abd

El-Krim qui fit monter les enchères, mais dont les conditions furent acceptées : 4.270.000 pesetas et 94 prisonniers rifains, parmi lesquels 54 de la tribu de Beni Saïd remis au caïd d'Amarusen. Puisqu'il n'y avait pas d'autres solutions pour récupérer vivants les otages, le Gouvernement de Concentration Libérale, mêlant défaitisme et appel à la raison, voulut faire payer à l'Armée le prix de sa propre lâcheté. Ne pouvant réimplanter son protectorat à Al-Hoceima qu'à la condition qu'aucun militaire ne s'y rendît, il préconisa la trêve pour le 25 décembre 1922. Par conséquent, 357 otages espagnols furent alors échangés le 23 janvier 1923 sans le concours des militaires qui se considérèrent déshonorés d'en être exclus.

- 18 Se sentant frustrés et trompés, les chefs militaires s'indignèrent non seulement parce que les prisonniers espagnols avaient été si martyrisés que plusieurs en avaient péri, mais surtout parce que leur libération à prix d'or n'avait permis aucun règlement de compte avec le chef rifain. Au contraire, la tension s'accrut lorsqu'en février 1923 Mohamed Ben Abd El-Krim proclama Al-Hoceima capitale de la République du Rif, appelée à absorber la totalité du Sultanat du Maroc. Le Commandant général de Melilla pria alors le Ministre de la Défense Niceto Alcalá Zamora y Torres de lancer une expédition contre Al-Hoceima. Cependant, les négociations se poursuivirent avec le Raisuni, alors qu'elles ne débouchaient que sur l'annihilation de tout ce qui avait été gagné par la ténacité militaire de Berenguer au prix de tant de sang espagnol. Pour sa part, Mohamed Ben Abd El-Krim fortifiait ses positions et organisait des campagnes comme le 5 juin 1923 à Tizzi-Azza où un enfer de feu et d'acier décima un des convois d'approvisionnement conduit par le lieutenant-colonel Rafael de Valenzuela y Urzaiz, nouveau dirigeant de la Légion, qui trépassa le lendemain de cette attaque. Il fut remplacé par l'officier Franco Bahamonde. Cet auteur de *Marruecos : Diario de una Bandera (Maroc : Journal d'une Compagnie de Tercio)* défendit la fonction offensive de la Légion dans son article « Pasividad e inacción » (Passivité et inaction), publié dans la *Revista de Tropas Coloniales (Revue de Troupes Coloniales)* qu'il dirigeait<sup>5</sup>. Occupant les collines qui entouraient la position, les légionnaires parvinrent en effet à repousser le 7 juin 1923 les Rifains, qui, bénéficiant d'aides dans un monde islamique séduit par le mouvement de renaissance arabe, cherchaient également le soutien du Komintern et du Parti Communiste Français. Tout en adressant un mémorandum à la Société des Nations et un appel au Parlement français, Mohamed Ben Abd El-Krim attaqua la Jebala, fief de son rival le Raisuni, au sujet duquel l'éditeur londonien Thornton Butterworth commanda précipitamment en juillet 1923 un interview à la trentenaire britannique Joan Rosita Torr<sup>6</sup>. Avant qu'elle ne le réalisât en août 1923, Mohamed Ben Abd El-Krim — croyant que les Espagnols, épuisés par la lutte, se résoudraient à un retrait négocié du Maroc — dépêcha des émissaires à Melilla pour y discuter d'un accord de paix. Son Ministre des Affaires Étrangères et beau-frère Azerkan (« l'oisillon »), réitéra le droit des Rifains à l'autodétermination. Il déclara le 24 juillet 1923 que la force échouait face au droit, que la paix n'arriverait que lorsque chaque nation obtiendrait la liberté de défendre ses droits, ajoutant que celle du Rif était disposée à mourir pour la cause de la vérité, qu'elle ne changerait pas d'attitude, n'abandonnant pas les principes pour lesquels elle agissait, c'est-à-dire qu'elle ne reprendrait les négociations de paix que si l'Espagne reconnaissait son indépendance. Pour sa part, consentant à lui accorder une certaine autonomie économique et administrative, l'Espagne refusait l'indépendance à son protectorat où elle avait pris l'engagement international d'assurer une mission de développement compatible avec la culture locale, tout en consolidant l'autorité du sultan légitime, en la personne de son représentant à Tétouan. Pour les Péninsulaires, accepter la sécession de la République du Rif aurait

signifié leur remplacement par les Français qui avaient dénoncé l'entente du Raisuni et de Mohamed Ben Abd El-Krim avec l'Empire allemand durant la Grande Guerre. Les négociations cessant, des troupes réclamées à la rescousse sauvèrent la position de Tifarnin, et — afin de se protéger des agressions de Mohamed Ben Abd El-Krim — le Raisuni proclama le 13 septembre 1923 son alliance avec l'Espagne qu'il pensait plus à même de le défendre sous la férule du général Primo de Rivera. Suite à son coup d'État militaire, ce dictateur participa à Paris le 27 octobre 1923 à une conférence internationale sur Tanger, peuplée d'un tiers d'Espagnols. Au nom des 40.000 Péninsulaires tombés et des 5.000 millions dépensés pour la conquête et la colonisation espagnole de Tanger, Primo de Rivera demanda sa réincorporation dans le protectorat, souhaitant étendre la zone de souveraineté hispanique autour des présides de Ceuta et Melilla moyennant la cession d'Ifni. Il signa nonobstant le 18 décembre 1923 et ratifia, en février 1924, l'accord limitant le rôle de l'Espagne au contrôle de l'administration douanière dans la zone internationale.

- 19 Puis la Dictature de Primo de Rivera proposa au Raisuni de l'argent et le titre de calife s'il soumettait les tribus rebelles à la place de l'Armée espagnole, mais au lieu de résoudre le problème, le Raisuni l'aggrava en imposant dans la Gomara ses subordonnés qui irritèrent les tribus de la zone occidentale restée fidèle à l'Espagne, et les combats redoublèrent en février 1924. Considérant les Espagnols vaincus, Mohamed Ben Abd El-Krim chargea El Tiyani d'obtenir à Madrid satisfaction de ses réclamations en échange de la cessation des hostilités. Le Directoire Militaire n'était disposé qu'à concéder l'autonomie, une modeste armée et des subventions contre le droit de circulation, la restitution des otages, des mitrailleuses et de l'artillerie espagnols. S'étant dotée d'un drapeau, la république du Rif prétendait alors être reconnue, comme l'Afghanistan en 1919, par la Société des Nations et y siéger. Cependant, face aux agressions de plus en plus violentes des Rifains contre les positions espagnoles, les généraux africanistes lancèrent en quatre mois et demi, au-delà des lignes défensives, 24.000 bombes punitives et certaines au gaz acheté à l'Allemagne, ce qui exaspéra la riposte rifaine. Le Directoire Militaire refusa, le 6 juillet 1924, que le retrait hispanique vers des positions de repli fût interprété comme une fuite face à l'adversaire, car dans le protectorat il prévoyait des tribus loyales subventionnées, mais en aucun cas occupées, sans préalable remise des armes de toute tribu qui solliciterait une venue d'Espagnols chez elle. Afin d'y expliquer son programme, Primo de Rivera se rendit le 12 juillet 1924 au Maroc où, s'il restait, au 5 août 1924, 121.000 soldats péninsulaires, en revanche aucun fusil n'avait pu être récupéré dans la zone soumise. Rentré en Espagne malgré l'offensive généralisée des Rifains à la mi-août 1924, le Dictateur montra qu'il n'abandonnait pas les assiégés de Gorgues, position à 1.126 mètres d'où l'ennemi aurait pu bombarder Tétouan, et regagna l'Afrique du Nord le 6 septembre 1924. Détenant 2.000 otages fin octobre 1924, avant que les pluies torrentielles de fin novembre 1924 noyassent hommes, montures et canons lors du repli espagnol depuis Chaouen, le Rifain demanda au Dictateur de renoncer au protectorat septentrional en dénonçant les traités qui les liaient, et qu'il acceptât sa défaite en payant en armes une indemnité de guerre. Lors du repli espagnol sur Tétouan à la mi-décembre 1924, 10.000 Péninsulaires périrent, et l'adversaire — fort du soutien du PCF<sup>7</sup> — s'empara d'un cinquième des postes abandonnés.
- 20 Primo de Rivera spécula en janvier 1925 sur la possibilité de soulever les tribus qui entouraient l'Aït Ouriaghel contre leur chef, car Mohamed Ben Abd El-Krim avait soumis 75% du protectorat septentrional avec 100 canons et quelques avions. Ainsi, licenciant

20.000 soldats, le Dictateur rentra en Espagne à la mi-janvier 1925 et accepta en mars 1925 de coopérer avec la France dont les intérêts étaient menacés au Sud du Maroc par le soulèvement rifain. Au printemps 1925, Mohamed Ben Abd El-Krim captura son rival, le Raisuni, qui trépassa en avril, le fils — Khalid — et les veuves du défunt demeurant ses captifs. Ce fut alors que, privé du contrôle de la zone du haut Ouargha qui l'approvisionnait, Mohamed Ben Abd El-Krim attaqua le Nord du protectorat français, dont le Gouvernement — en la personne de Louis-Jean Malvy, ex-ministre radical qui avait été injustement banni de 1918 à 1924 en Espagne — proposa, fin mai 1925, une coordination contre ce chef rifain qui menaçait Tétouan. Depuis son quartier général d'Ajdir, celui-ci exigeait le contrôle de la totalité de la Jebala avec une rente d'un million de pesetas mensuelles et que l'Espagne le dispensât de sa soumission au sultan en échange de la restitution des otages et de l'artillerie péninsulaires. Si Primo de Rivera était sur le point de céder début juin 1925, il prévit surtout de s'entendre avec la France sur une éventuelle collaboration militaire en cas d'échec des conditions de paix susceptibles d'être accordées aux Rifains. Commencant à Madrid le 17 juin 1925, les négociations débouchèrent le 11 juillet 1925 sur des propositions de paix avec les soulevés du Rif et de la Jebala, soutenus par le Riff Committee créé à Londres le 4 juillet 1925 par le capitaine arabiste Robert Cecil Gordon-Canning. Le Dictateur préconisa un repli sur Melilla compatible avec un débarquement à Al-Hoceima. Fin juillet 1925 il rencontra à Ceuta et Tétouan le maréchal Henri Philippe Bénoni Omer Pétain qui succéda le 15 août 1925 à Lyautey comme Résident général. Se vantant de prendre Tétouan avant que les Espagnols arrivassent à occuper Al-Hoceima, Mohamed Ben Abd El-Krim attaqua vers l'Ouest, lorsque le Dictateur rediscuta avec Pétain le 31 août 1925 au sujet du débarquement. Mis en œuvre le 8 septembre 1925 d'après les plans stratégiques de Jordana, membre du Directoire Militaire, exécutés par le général José Sanjurjo Sacanell et dirigés par le Dictateur, ce vieux projet, en sus de la flotte, employa 100 avions et 18.500 soldats. L'utilisation de la flotte française trompa l'adversaire sur le lieu de l'opération exclusivement péninsulaire qui se solda par 86 blessés et 14 décès dans les rangs hispaniques. Ajdir vaincue début octobre 1925 — après que les Espagnols se furent heurtés à une forte résistance qui leur coûta plus de 1.000 pertes humaines tout au long du mois de septembre 1925 — Primo de Rivera n'envisagea plus que la soumission des Rifains — suite à celle de la tribu Anyera, le plus puissant bastion indépendantiste au Sud de Ceuta — et proposa à Mohamed Ben Abd El-Krim un caïdat dans le Rif ou les moyens de vivre hors du Maroc en échange de la restitution des otages et de l'artillerie péninsulaires.

- 21 Tandis qu'en janvier 1926, Gordon-Canning recommandait au Rifain de ne cibler ses raids que contre les Péninsulaires, le Directoire militaire — certain de la décomposition de l'adversaire rifain — proposa toute la souveraineté espagnole sur Tanger en échange de Chaouen lors de la conférence hispano-française de Madrid en février 1926. Pétain y obtint la coordination de ses opérations avec l'Armée espagnole qui devait s'engager à occuper définitivement le territoire qu'elle soumettrait. Cherchant à gagner du temps sans braquer la France — où le Président du Conseil Aristide Briand, qui cumulait sa charge avec celle de Ministre des Affaires Étrangères, souhaitait ménager l'opinion publique en privilégiant une solution pacifique — le caïd Haddou ben Hammou (« le noir »), de la tribu des Bocoya, représentant de Mohamed Ben Abd El-Krim, demanda à négocier avec le Protectorat français. Alors qu'en mars 1926 Gordon-Canning conseillait au Rifain de mener un assaut contre Tanger — afin d'y provoquer le débarquement des Britanniques de Gibraltar, censé accélérer l'obtention d'un accord hispano-français avec

les indépendantistes — l'Espagne aspirait — ainsi que l'Allemagne, la Pologne ou le Brésil — à un siège permanent au Conseil de la SDN. Toutefois elle menaça, non seulement d'y refuser son siège intermittent si elle n'obtenait pas satisfaction sur le statut de Tanger où elle n'était soutenue que par le Royaume-Uni, mais aussi de rompre l'accord avec Pétain, et de convoquer avec le chef du gouvernement dictatorial italien, Benito Amilcare Andrea Mussolini, une conférence internationale sur Tanger incluant les USA si la France, trahissant ce qu'elle avait signé, envisageait la paix et se permettait d'en traiter unilatéralement avec les rebelles. Bien qu'il eût projeté pour le 15 avril 1926 une campagne de pacification sur le front espagnol de la rivière Kert, Primo de Rivera accepta le 7 avril 1926 de participer à Oujda, avec les Rifains, à une conférence dont les débats confidentiels devaient débiter le 19 avril 1926 pour conclure avant le 15 mai 1926. Quoique les indépendantistes y accusèrent les Espagnols d'être les principaux obstacles à la paix, le Dictateur consentait à monnayer raisonnablement la restitution des prisonniers péninsulaires, en échange de deux conditions. Premièrement, un pacte hispano-français modifierait le régime administratif de toutes les tribus, lesquelles, pour se porter garantes de leur désarmement, livreraient plusieurs otages. Deuxièmement, se soumettraient solennellement Mohamed Ben Abd El-Krim — lequel quitterait le Rif — ainsi que les rebelles à l'autorité du Magzen en présence du calife de la zone hispanique, lequel résiderait dorénavant en Espagne. En dépit de cette réduction d'exigences pour la restitution des prisonniers péninsulaires, afin d'éviter la reprise des hostilités le premier mai 1926, les négociations furent rompues le 26 avril 1926 et l'offensive se déclencha le 7 mai 1926. Au prix de la perte de plus de 1.000 soldats en deux semaines de combat et de bien d'autres pour la reconquête du Rif, les rebelles furent vaincus. Tout en laissant périr de misère et de faim des centaines de prisonniers de guerre espagnols et mutiler les survivants qui étaient vendus contre rançons, Mohamed Ben Abd El-Krim demanda une paix définitive. Comme le chef rifain n'avait épargné que 140 des 658 soldats et aucun des 18 officiers péninsulaires, alors que ses prisonniers français l'avaient été et bien mieux traités, Primo de Rivera exigea qu'il se soumit inconditionnellement, sans autre garantie que celle de sauver sa vie et celle de sa famille, et qu'il s'installât où on le lui indiquerait. Le général Goded ajouta : « España jamás olvidará ni perdonará la traición, la ingratitud, el odio y la inhumanidad de Abd-El-Krim, aún cuando los militares españoles admitamos su fortaleza y capacidad de organización<sup>8</sup> ». Redoutant donc d'être jugé comme criminel de guerre, le vaincu préféra se rendre le 27 mai 1926 avec sa fortune, ses 20 femmes et 40 enfants aux autorités françaises. Tandis qu'elles lui offraient — ainsi qu'aux familles de son oncle et son frère — l'asile à la Réunion, elles astreignirent à résidence Azerkan à Mazagan. Pendant que les Espagnols réoccupaient le Rif où, malgré le coût en hommes et matériel en raison d'incidents lors des opérations de désarmement des rebelles, les armes se turent à partir du 10 juillet 1926, Alphonse XIII reçut l'ambassadeur italien pour lui déclarer que la SDN était fondée sur la franc-maçonnerie et devait donc être substituée par un organisme plus sérieux et plus juste fondé sur la croix chrétienne. Jouissant de l'hégémonie en Méditerranée occidentale et ne désirant guère s'opposer à la France, le Royaume-Uni ne craignit point la convergence des intérêts territoriaux italo-espagnols sur Tanger où Mussolini souhaitait élargir l'intervention italienne dans l'administration. Se servant de l'Espagne, les Italiens parvinrent à améliorer leur position non seulement à Tanger, mais dans toute l'Afrique du Nord, car — bien que parfois horrifié par les procédés de Mussolini qu'il admirait cependant — Primo de Rivera se rapprochait de l'Italie proportionnellement à son insatisfaction par rapport à la France au sujet de Tanger. Néanmoins, ni les Français, ni les Britanniques, garants du statu quo, n'en furent

jamais déstabilisés. Les Espagnols appréciaient de moins en moins la France dont ils se sentaient méprisés. Face à leurs prétentions sur Tanger et leur aspiration à obtenir un siège permanent à Genève, la France leur asséna en août 1926 un refus plus catégorique que celui de Joseph Austen Chamberlain, Secrétaire d'État britannique aux Affaires Étrangères, qui jugea les souhaits de l'Espagne irréalisables. Après avoir quitté Fez le 27 août 1926 pour s'embarquer avec ses caisses d'argent, cinq tonnes de bagages et la quarantaine de membres de sa suite, Mohamed Ben Abd El-Krim fut interviewé par le Français J. Roger-Mathieu à qui il se justifia de façon opportunément aussi hispanophobe que francophile<sup>9</sup>.

- 22 Ayant obtenu début septembre 1926 le statut de membre semi-permanent au Conseil de la SDN, l'Espagne consentit à revoir ses exigences à la baisse sur Tanger afin de négocier avec Paris en février 1927 à partir de la situation existante qui laissait à désirer depuis trois ans. En effet, la plupart des articles de son statut n'étant guère appliqués, la ville était ingouvernable et ses chantiers publics paralysés. Concernant la Police, alors que la France n'acceptait en avril 1927 qu'une participation espagnole au sein d'une commission mixte, le Dictateur en revendiqua le contrôle sous peine de quitter la SDN. Justifiant la propagande pour le maintien de sa Dictature, il rappela que son Directoire avait vaincu la rébellion nord-africaine et les négociations sur Tanger s'achevèrent, en été 1928 à Paris, par la concession de l'ordre public et de la police à l'Espagne. Or, cet accord péniblement obtenu entre les deux parties fut terni à l'automne 1928 par des différends au sujet de la délimitation à Beni Zeroual de leurs protectorats respectifs. Tandis qu'à cette occasion, la France critiquait la conduite espagnole au Maroc, les militaires péninsulaires accusèrent le pouvoir civil du protectorat français de ne pas empêcher la vente d'armes aux tribus. Néanmoins, la pacification permit enfin l'exercice du protectorat et l'Armée espagnole du Maroc — constituée par les groupes de Forces Régulières Indigènes et la Légion étrangère<sup>10</sup> — devint un puissant instrument autonome aux mains de ses généraux africanistes qui parvinrent à occuper des rôles clé dans la politique espagnole.

## Conclusion

- 23 Surgie à la faveur de la Grande Guerre, la révolte rifaine ne lutta pas seulement contre l'Armée péninsulaire sommée de protéger les entreprises coloniales, mais pour une unité nationale englobant le protectorat français. Malgré sa déroute, elle enclencha un processus de décolonisation qui ne mûrit cependant qu'après la Seconde Guerre Mondiale<sup>11</sup>.
- 24 Pendant l'entre-deux-guerres, tandis que l'Armée des généraux africanistes réprimait la révolution des Asturies en octobre 1934, les chefs de tribus sahraouies acceptèrent l'occupation hispanique de la localité de Smara, signant un accord pour que la colonie d'Ifni fût incluse dans celle du Sahara espagnol. Alors, à la veille du coup d'état franquiste, comptant déjà 70.000 ascaris ou simples soldats maghrébins, les cinq Groupes de Forces Régulières Indigènes augmentèrent leurs effectifs, afin que chacun fût constitué de onze tabors, tandis que la Légion étrangère passa de quatre à 18 banderas.
- 25 Ainsi renforcée, l'Armée des généraux africanistes donna le coup d'envoi du putsch antirépublicain en 1936 au protectorat septentrional. Un avion militaire britannique y transporta le général Franco Bahamonde, qui — se substituant au franc-maçon et loyal général de division Agustín Gómez Morato, commandant en chef de l'Armée d'Afrique — revendiqua, au nom de l'expansionnisme national-catholique, Gibraltar, Tanger et le



Maroc français. Le commandant général africaniste des Baléares, Goded, après avoir soumis les îles où il avait été éloigné en tant que factieux, tenta — une fois l'utilisation écrite du baléare interdite — de fuir à Barcelone le 19 juillet 1936 pour y renverser la IIe République.

- 26 Au cours de ce soulèvement — auquel participa sans quartier Mohamed ben Mizzian — le Tétouanais Abd el Khalek Torres fut nommé, en 1937, membre du Conseil d'Instruction Publique du protectorat où, le 9 juin 1939, le journal *España* (Espagne) de Tanger publia la critique élogieuse d'un film dont la sortie devait célébrer l'anniversaire du putsch. Tourné en 1938 par Enrique Domínguez Rodiño, Romancero marroquí (Romancero marocain) — basé sur une idée du lieutenant-colonel Juan Luis Beigbeder Atienza, Haut-Commissaire de l'Espagne au Maroc — fut, grâce au soutien nazi, produit à Berlin avec la musique du compositeur Norbert Arnold Wilhelm Richard Schultze de Lili Marleen. L'article précisait que son objectif était de traduire le sursaut d'amour pour l'Espagne ressenti par le Maroc au déclenchement du Mouvement National, qui entraîna des millions de ses hommes à tout laisser pour aller combattre jusqu'à la mort aux côtés du Caudillo<sup>12</sup>.
- 27 Ce généralissime créa, en 1940, les Groupes de Forces Régulières Indigènes de Cavalerie de Tétouan n°1 et de Melilla n°2, avant d'annexer Tanger le 5-XI ; puis les cinq Groupes de Forces Régulières Indigènes d'Infanterie de Chauen n°6, de Llano Amarillo n°7, du Rif n°8, d'Arcila n°9, et le n°10, en 1943. Tandis que de juillet 1946 au 14 janvier 1958 le protectorat de Cap Juby, ainsi que les colonies d'Ifni et du Sahara furent désignés Afrique Occidentale Espagnole, Abd el Khalek Torres, ainsi que Cheikh Mohamed El-Mekki Naciri et le représentant du Haut-Commissariat de l'Espagne au Maroc, se rendirent au Caire en 1947 auprès de la Commission culturelle de la Ligue arabe où ils rencontrèrent les frères Ben Abd El-Krim. Cela n'empêcha pas la dictature franquiste de s'estimer à l'abri de tout renversement en 1951. Elle renvoya alors, au protectorat, le dernier tabor des Groupes de Forces Régulières Indigènes qui avait sévi pendant quinze ans dans la Péninsule où il était venu abattre la IIe République espagnole en 1936.
- 28 Suite à l'admission de l'Espagne à l'ONU en 1955, Franco dut nonobstant s'engager à décoloniser le Sahara, dont le Front de Libération passa à l'attaque un an après l'indépendance marocaine du 7 avril 1956. Bien que l'ayant récompensé avec plus de seize décorations militaires, et continuant à le rémunérer, l'Espagne franquiste ne pouvait plus compter alors sur Mohamed ben Mizzian à qui elle avait accordé son congé le 22 mars 1957, puisqu'il avait été prié par Mohamed V d'organiser l'armée de son royaume. Tandis que les dix Groupes de Forces Régulières Indigènes furent réduites à deux pour Ceuta et autant pour Melilla du 15 novembre 1957 au 10 septembre 1959, la guerre hispano-marocaine sacrifia 300 soldats péninsulaires pour la défense d'Ifni. Après que cette colonie et celle du Sahara devinrent provinces d'outre-mer espagnoles, le conflit s'acheva le premier avril 1958 par les accords d'Angra de Cintra qui prévoyaient de céder en juin 1958 le protectorat du Cap Juby à l'émirat du Maroc. Enfin, suite aux pressions d'une armée de libération non officielle, la province d'Ifni sortit du giron hispanique le 30 juin 1969, et celle du Sahara occidental le 26 février 1976.

---

## NOTES

1. Agence kabyle d'information. « Graves révélations de deux cinéastes australiens sur la pratique de l'esclavage dans la société du Sahara occidental », *Siwel*, Agadir, 2 octobre 2012.
2. Gómez Martínez, Juan Antonio, *Mohamed Ben Abd El-Krim El-Jattaby El-Aydiri El-Urriagly según documentos oficiales españoles hasta 1914* (Mohamed Ben Abd El-Krim El-Jattaby El-Aydiri El-Urriagly selon des documents officiels espagnols jusqu'en 1914 [toutes les traductions sont celles de l'auteur]), Lorca, Fajardo El Bravo, 2008, p. 205.
3. Tessainer y Tomasich, Carlos-Federico. *El Raisuni, aliado y enemigo de España* (Le Raisuni, allié et ennemi de l'Espagne), thèse, univ. Complutense, 1991
4. Bartels, Albert. *Mein Krieg auf eigene Faust: wie ich die Stämme Marokkos im 1 Weltkrieg gegen Frankreich mobilisierte* (Ma guerre : comment je mobilisai les tribus du Maroc contre la France lors de la 1<sup>e</sup> Guerre Mondiale), Leipzig, Hase & Koehler, 1925, 191 p.
5. Franco Bahamonde, Francisco. *Marruecos : Diario de una Bandera*, Madrid, Pueyo, 1922, 292 p. ; « Pasividad e inacción », *Revista de tropas coloniales*, n°4, avril 1924.
6. Torr Forbes, Rosita Joan. *El Raisuni: The Sultan of the Mountains, His Life Story as Told to Rosita Forbes* (Le Raisuni : le Sultan des Montagnes, l'histoire de sa vie telle qu'elle fut contée à Rosita Forbes), Londres, Thornton Butterworth, 1924, 322 p.
7. Cachin, Marcel. Doriot, Jacques. Semard, Pierre. « Télégramme adressé à Abd el-Krim », *L'Humanité*, 11 décembre 1924 : « Groupe parlementaire, Comité directeur du PC, Comité national des jeunesses communistes saluent la brillante victoire du peuple marocain sur les impérialistes espagnols. Ils félicitent son vaillant chef Abdel-Krim. Espère qu'après la victoire définitive sur l'impérialisme espagnol il continuera, avec le prolétariat français et européen, la lutte contre tous les impérialismes, français y compris, jusqu'à la libération complète de sol marocain. Vive l'Indépendance du Maroc ! Vive la lutte internationale des peuples colonisés et du prolétariat mondial ! ».
8. « Jamais l'Espagne n'oubliera ni ne pardonnera la trahison, l'ingratitude, la haine et l'inhumanité d'Abd-el-Krim, même si nous autres les militaires espagnols admettons sa force et sa capacité d'organisation. » (Goded Llopis, Manuel. *Marruecos, las etapas de la pacificación* [Maroc, les étapes de la pacification], Madrid, Compañía Iberoamericana de Publicaciones, 1932, p. 104).
9. Abdelkrim. *Mémoires d'Abd el Krim, recueillis par J. Roger-Mathieu*, Paris, Librairie des Champs Élysées, 1927, 244 p.
10. Galán Rodríguez, Fermín. *La Barbarie organizada organizada : novela del Tercio* (La Barbarie organisée : roman de la Légion), Madrid, Castro, 1931.
11. Montagne, Robert. « Abd el Krim », *Politique étrangère*, vol. 12, n°3, juillet 1947, p. 301-324.
12. Chanfreau, Marie-Catherine Talvikki. « Guerre de propagandes lors du conflit civil espagnol (1936-1939) », in Dickason, Renée (éd.), *Expériences de guerres : regards, témoignages, récits*, Paris, Mare & Martin, 22 novembre 2012, p. 93-120.

---

## RÉSUMÉS

Pendant plus d'un siècle, les intérêts contradictoires des dirigeants locaux provoquèrent une alternance d'adaptation et réaction vis-à-vis de l'administration espagnole présente au Maroc de 1859 à 1976. En raison de la succession des événements subséquents à la Guerre d'Afrique gagnée au nom de la reine Isabelle II de Bourbon, les élites optèrent inconfortablement pour les avantages offerts par les Péninsulaires après les troubles aux accents xénophobes fomentés en novembre 1902 par l'usurpateur Rogui Bou Hmara et suite à l'accord franco-anglais du 6 octobre 1903 qui confia la côte marocaine aux Espagnols. L'escalade de leurs réactions stratégiques dans un contexte de rivalités impérialistes européennes déboucha sur la pacification du Rif, sous la dictature du général Miguel Primo de Rivera. Il en découla une coopération rifaine essentielle en octobre 1934 dans la répression de la révolution des Asturies, puis dans le putsch militaire antirépublicain de la nuit du 17 juillet 1936 jusqu'à la fin de la dictature du généralissime Franco Bahamonde qui trépassa le 20 novembre 1975. Ce soutien à l'armée factieuse de la métropole s'acheva avec la transition démocratique espagnole qui permit la décolonisation du Sahara occidental le 26 février 1976.

## INDEX

**Index chronologique** : contemporaine, 1859-1976

**Mots-clés** : sujétion, rébellion, éducation

**Index géographique** : Maghreb, Espagne

**Thèmes** : maintien de l'ordre, impérialisme occidental

## AUTEUR

### MARIE-CATHERINE TALVIKKI CHANFREAU

Maître de Conférences et Agrégée d'Espagnol à l'Université de Poitiers, Marie-Catherine Chanfreau a soutenu en 1996 sa Thèse de Doctorat de la Sorbonne Nouvelle Paris III, « Le Boléro, expression et discours », sous la direction de S. Salaün, et participé à différents ouvrages collectifs ou revues, dont : *Poétisation de l'Histoire et de la Politique*, Poitiers, *Les Cahiers du Mimmoc9*, 2012 ; *Errance (s), bohème (s), passage (s)*, Boulogne-sur-Mer, *Les Cahiers du Littoral I / n°14*, septembre 2012 ; *Actualizaciones en comunicación social*, Santiago de Cuba, Centro de Lingüística Aplicada, décembre 2012 ; *Actes de la Journée d'Études sur art, presse et littérature face aux régimes autoritaires en Europe latine et en Amérique latine : déconstruire la notion de pouvoir en Europe latine*, Paris, ED122, 27 juin 2013.